

**Face à la violence sociale que nous vivons,  
L'ensemble des salariés sont une nouvelle fois les grands sacrifiés.**

**Faisons du 04 février 2021 une grande journée d'action !**

Dans un contexte où les attaques liberticides du gouvernement se multiplient. Un processus de mobilisations professionnelles et d'initiatives tout au long du mois de janvier dans les secteurs de la santé le 21 janvier, l'éducation nationale le 26 janvier, l'énergie le 28 janvier, ont été engagés pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics et contre la précarité.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

De nouveau les gagnants sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt.

Pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021.

Et pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés, le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est pourtant 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique. Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé. Rien pour les personnels de l'éducation nationale.

Le chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics. Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et le temps de travail.

Nos revendications sont portées par les salariés et nos syndicats CGT dans les luttes et les projets alternatifs de développement de l'emploi ouvrent des perspectives.

Il y a urgence à obtenir satisfaction à leurs légitimes combats, mettant fin aux politiques de casse. La semaine à 32h, le Smic à 1800 euros, le renforcement de notre sécurité sociale, avec notre système de retraite solidaire, sont indispensables et urgents.

L'Assurance chômage doit jouer pleinement son rôle en assurant un revenu de remplacement pour tous, y compris les jeunes, sans condition de seuils d'accès. Les mobilisations et la construction des luttes s'intensifient. Partout, dans les entreprises et les services, les cahiers revendicatifs doivent se construire. Organisons des assemblées générales de salariés pour décider des modalités d'actions. Allons au débat avec sur nos revendications, nos propositions, nos valeurs, investissons nos chantiers, nos services... le terrain.

Ne soyons plus les spectateurs mais devenons les acteurs de nos propres choix de société.  
Pour un véritable progrès et plus de justice sociale mobilisons-nous, mobilisons autour de nous !!!

**Manifestation le 4 février à 10H30 Place de la révolution 25000 BESANCON**